

S'orienter **Représentativité** **syndicale :** **la nécessaire** **reconquête des** **électeurs**

Les résultats de la représentativité viennent d'être publiés. Si la CGT reste un pilier du paysage syndical, les chiffres confirment aussi la nécessité de redoubler d'efforts pour faire progresser l'implantation et renforcer l'activité des syndicats.

Ce dossier propose une analyse des résultats et des pistes pour que chaque structure s'empare des enjeux. Il s'agit moins de commenter des courbes que de construire, collectivement, les conditions d'un renversement de tendances.



REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE : LA CGT ALERTE, ANALYSE ET ENGAGE LA BATAILLE DU CYCLE 5

LA MESURE D'AUDIENCE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE DU CYCLE 4 (2021-2024) A ÉTÉ DÉVOILÉE LE 8 AVRIL DERNIER PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL. SI LA CGT RESTE LA DEUXIÈME ORGANISATION SYNDICALE SUR LE PLAN NATIONAL, L'ÉCART AVEC LA CFDT SE CREUSE. LE CONSTAT EST SANS APPEL : IL FAUT RENFORCER L'IMPLANTATION CGT, INVESTIR TOUS LES COLLÈGES ET RECONSTRUIRE UNE STRATÉGIE OFFENSIVE, COORDONNÉE ET CONFÉDÉRALE. LA CEC DU 29 AVRIL APPELLE À UN SURSAUT COLLECTIF POUR RECONQUÉRIR LE TERRAIN PERDU ET PESER D'AVANTAGE DANS LES COMBATS À VENIR.

Les chiffres sont tombés. Avec 5 191 216 votants sur un peu plus de 14 millions d'inscrits*, le taux de participation global (en constante diminution) s'élève à 36,5 % pour le cycle 4. Mais attention, cette moyenne est trompeuse. Elle masque les déserts syndicaux (carences qui progressent depuis les ordonnances Macron – soit près de 2 millions de salarié-es) et l'exclusion des 300 000 intérimaires du scrutin. En prenant en compte le vote dans les CSE, le taux de participation progresse ; il s'élève à 58,8 % contre 57,5 % pour le cycle 3.

Des résultats fragiles pour la CGT

Avec 65 556 voix de moins que dans le cycle précédent, la CGT reste la deuxième organisation syndicale. Elle accuse un retard de 213 746 voix par rapport à la CFDT au niveau du privé. En y ajoutant les résultats des élections de la Fonction publique, l'écart se réduit à 133 992 voix. Face à une CFDT qui reste stable de cycle en cycle et à la progression des syndicats catégoriels, notamment la CFE-CGC et l'Unsa, les résultats de la CGT appellent à une lucidité stratégique. La présence de la CGT dans les entreprises privées a diminué de 4 % par rapport au cycle

précédent. Plusieurs intervenant-es, lors du débat, ont souligné que, malgré les difficultés, les équipes militantes ont limité les dégâts, en particulier dans certains bastions menacés. « *Sans notre travail d'implantation, les résultats auraient pu être pires* », a insisté Catherine Giraud, secrétaire confédérale en charge du suivi des élections.

Le choc des collègues : les salarié-es des collèges 2 et 3, grands absents du vote CGT

Le cœur électoral de la CGT, historiquement ancré dans le collège 1 (ouvriers et employés), se rétrécit. Le nombre d'électeurs et d'électrices inscrit-es dans ce collège est en baisse de 5 %, avec une participation qui chute à 53 %. À l'inverse, le corps électoral (techniciens, agents de maîtrise et cadres) progresse de près de 2 % dans le deuxième collège et de 3,7 % au troisième collège. Mais la CGT y reste faiblement implantée. Ce poids croissant des ICT (ingénieurs, cadres et techniciens) explique les résultats en hausse de la CFE-CGC notamment dans les grandes entreprises où la part du travail ouvrier est de plus en plus externalisée ou sous-traité dans des entreprises plus petites, dépourvues de représentation syndicale.

Grandes entreprises : terrain prioritaire de reconquête

Le rapport consacre une large place aux entreprises de plus de 1000 salarié-es. Elles ne représentent que 3,7 % des scrutins, mais concentrent 41,6 % des inscrit-es avec un taux de participation de 51,2 %. La CGT est présente dans 1022 entreprises comptant plus de 1000 salarié-es. C'est 85 de moins que la CFDT (soit 137 266 inscrit-es). Dans 264 entreprises de plus de 1000 salarié-es, la CGT est totalement absente et dans 197, la CGT est présente, mais n'est pas représentative. Pour la direction confédérale, ces entreprises sont une cible prioritaire : « *Là où on est déjà présent, on peut gagner la représentativité. Là où on est absent, il faut analyser les opportunités, s'appuyer sur les UL et les UD, créer des passerelles avec la sous-traitance et les syndicats voisins* » a pointé Catherine Giraud. Une méthode de renforcement a été présentée au CCN en janvier dernier pour une mise en œuvre au fil du prochain cycle électoral. Elle s'appuie sur un ciblage précis par fédération et par territoire, avec un accompagnement stratégique, une mutualisation des outils pour organiser des plans de déploiement. Paradoxalement, la participation est plus faible dans les grandes



entreprises (environ 50 %) que dans les petites (jusqu'à 70 %), ce qui nous oblige à travailler la proximité syndicale.

Concentration géographique et sectorielle

Autre élément marquant : la concentration du scrutin sur quelques départements : 10 d'entre eux, cumulent 50 % des voix, dont près de la moitié (22,6 %) pour Paris et les Hauts-de-Seine. Sur les 14 grandes régions, la CGT est en tête seulement en Corse, Normandie, Paca et Occitanie. Les régions qui cumulent le plus gros écart avec la CFDT sont l'Île-de-France où se concentre le collège 3, la Bretagne et les Pays de Loire qui sont, historiquement des bastions CFDT. Cependant, il faut noter que dans ces deux dernières, la CGT vient de devenir première organisation lors des élections TPE de décembre 2025.

Cinq fédérations (commerce et service, métallurgie, santé/action sociale, transport, banques et assurances) concentrent 50 % du corps électoral des salarié-es du privé. L'écart avec la CFDT se creuse principalement dans les banques et assurances et les sociétés d'études (100 000 voix), composées majoritairement d'ICT et fortement implantées en région parisienne.

La représentativité, ça se gagne au quotidien

Le fil rouge des échanges reste la question de la présence syndicale. « Il n'y a

pas de vote CGT sans militant-es CGT au quotidien ». La proximité, l'écoute, les pratiques revendicatives, la qualité de vie syndicale sont autant de leviers de reconquête. Les interventions de la CEC ont convergé vers le besoin de mieux structurer l'activité syndicale dans la durée, au-delà des échéances électorales. Cela implique un projet revendicatif clair, une vie syndicale attractive, des propositions concrètes qui parlent aux salarié-es. « On ne gagne pas une élection uniquement sur des idées. Il faut une CGT visible, présente, vivante dans l'entreprise », a rappelé un camarade. D'autres ont alerté sur le danger d'une stratégie trop défensive : « Arrêtons de nous dire que c'est trop dur. On peut gagner, mais il faut s'en donner les moyens. » « Ce qui doit changer, c'est nous », lance un militant. « Le monde du travail a changé. À nous d'y aller, partout, avec une CGT présente, visible, attractive et en mouvement ».

Des propositions concrètes ont été partagées : mutualisation des expériences réussies, plans de formation sur le ciblage et la stratégie électorale, mobilisation renforcée des coordinateur-ices de groupe, développement de la syndicalisation dans les filiales et la sous-traitance.

Une stratégie à consolider collectivement

Le débat a fait émerger un large consensus sur les priorités : renforcer l'implantation dans les entreprises où la CGT

est présente mais non représentative, cibler les entreprises de plus de 1000 salarié-es, investir les collèges 2 et 3, mieux accompagner les élections dans les TPE et la Fonction publique, et faire vivre une stratégie confédérale. Plusieurs interventions ont pointé la nécessité d'un suivi resserré, d'un travail en lien étroit entre les niveaux confédéraux, fédéraux et territoriaux. « Il ne suffit pas de voter une stratégie. Il faut que l'on y mette les moyens humains, matériels, militants. Sinon, elle reste lettre morte », a alerté un élu de la CEC.

Préparer le cycle 5, c'est maintenant

Les échéances s'échelonnent sur les trois prochaines années. Si le prochain cycle a déjà commencé dès janvier 2025, une grande partie des scrutins se dérouleront le deuxième semestre 2026 et sur l'année 2027. Autre point d'orgue du cycle 5 : les élections dans la Fonction publique, décembre 2026 et les élections TPE, fin 2028, avec plus de 5 millions de salarié-es concerné-es. Des groupes de travail confédéraux spécifiques ont été mis en place sur ces chantiers.

Sans attendre le séminaire de bilan organisé par la direction générale du travail à l'automne, la CGT a décidé d'anticiper en réclamant un bilan des cycles précédents et en appelant à des négociations pour améliorer la démocratie sociale. Dans une période marquée par les attaques contre le syndicalisme, l'enjeu est de taille. « La représentativité, ce n'est pas juste une statistique. C'est notre capacité à peser dans le rapport de force, à protéger les droits, à construire des victoires », a conclu Catherine Giraud. « Pour ça, il faut une CGT forte partout, et pas seulement dans nos bastions historiques. »

Si les échanges de la CEC du 29 avril ont été un moment de lucidité mais aussi de combativité, ce qui manque désormais, c'est un sursaut collectif, une mise en mouvement de toute la CGT autour d'un objectif partagé : reconquérir notre première place. « On ne se bat pas pour rester deuxième. On se bat pour gagner » a conclu Sophie Binet.

*Votes CSE, TPE et chambres de l'agriculture - cumul sur mars 2025.

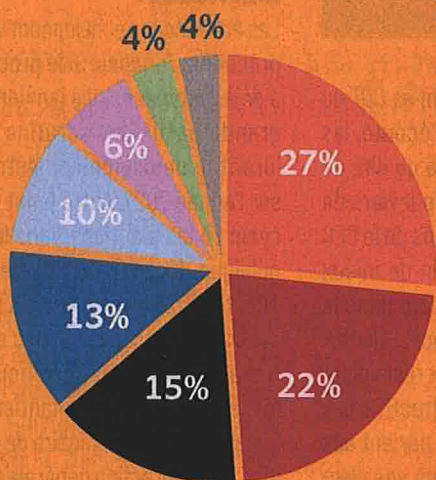
CHIFFRES CLÉS DE LA REPRÉSENTATIVITÉ CGT

Cycle 4
2021/2024

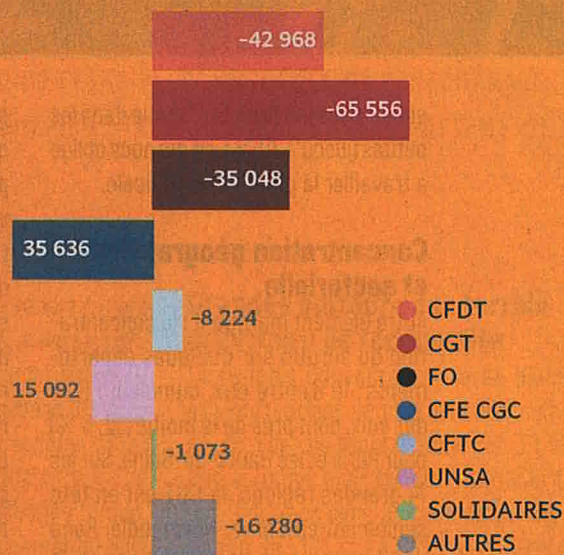
FOCUS SUR LES FORCES, FAIBLESSES ET LES LEVIERS D'ACTION

L'audience syndicale

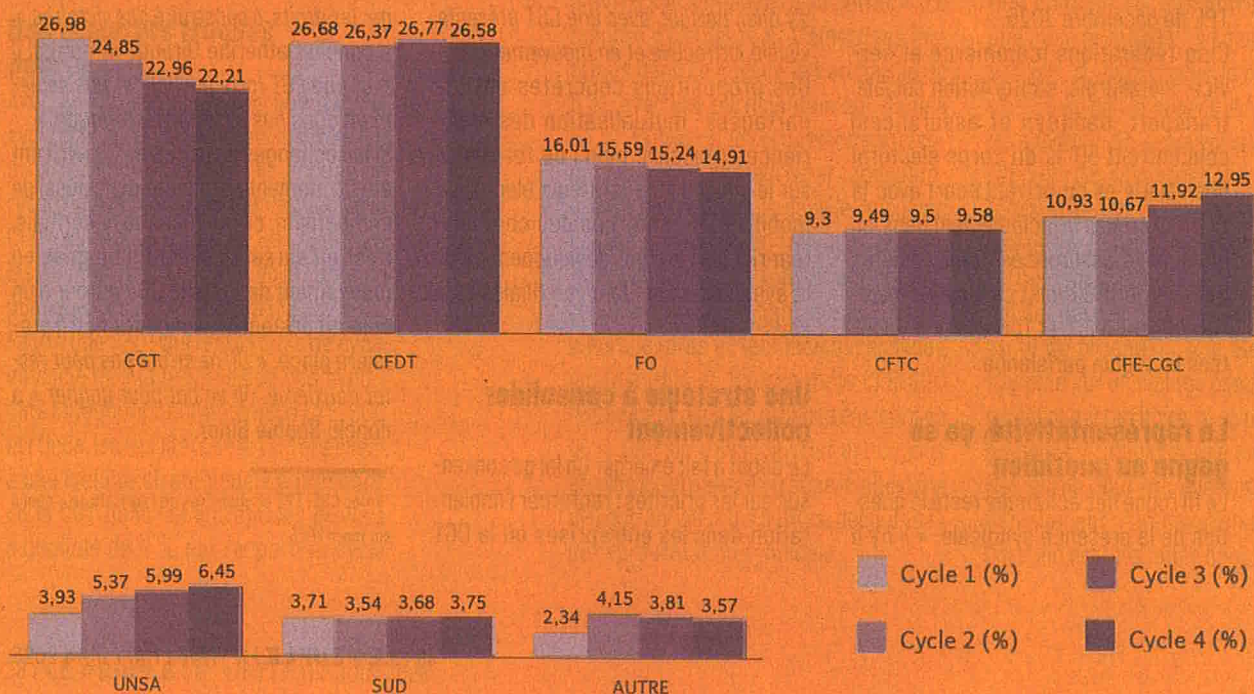
► Audience des syndicats représentatifs au niveau national (secteur privé)
Cycle 4 2021/2024 (Résultats DGT avril 2025)

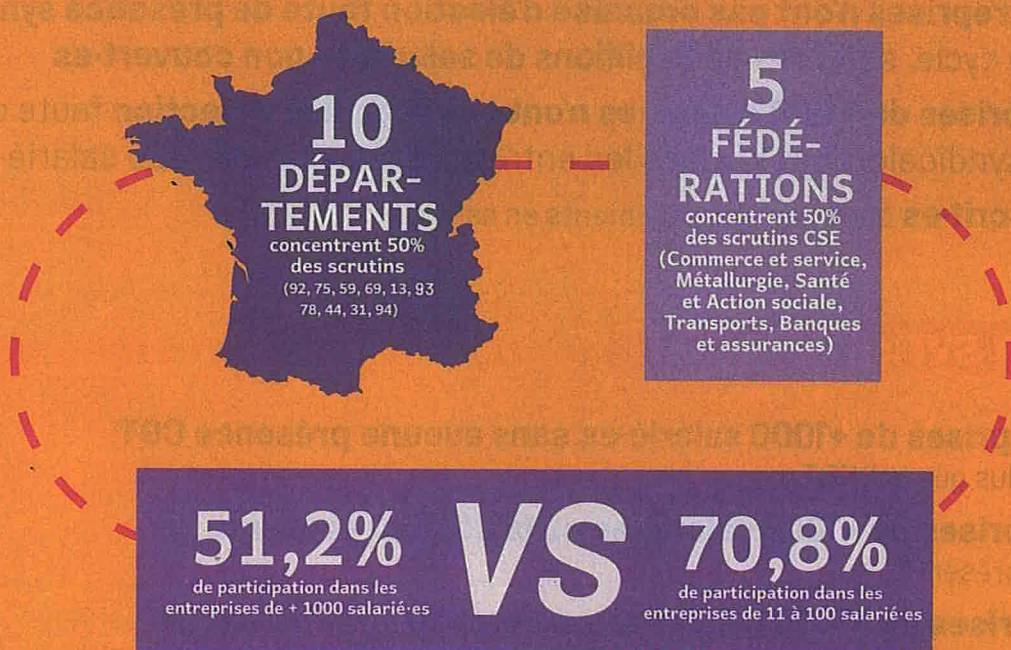


► Écart du nombre de voix entre le cycle 3 et 4 par organisation syndicale

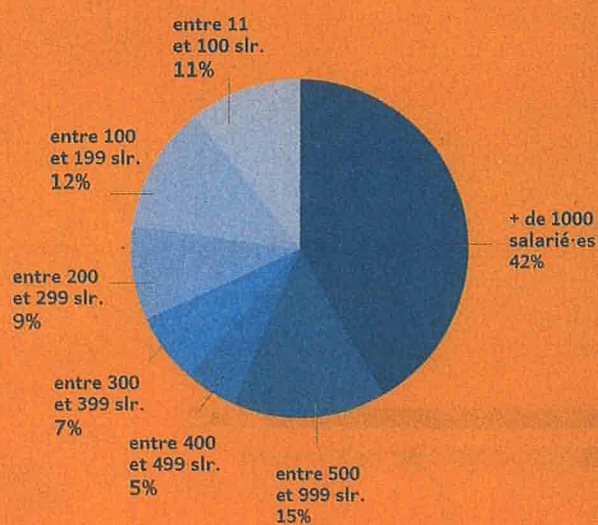


► Évolution de l'audience des organisations syndicales depuis la mise en place de la représentativité en 2010

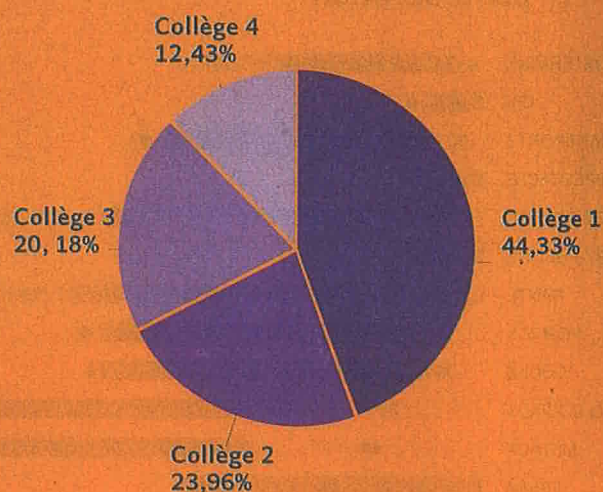




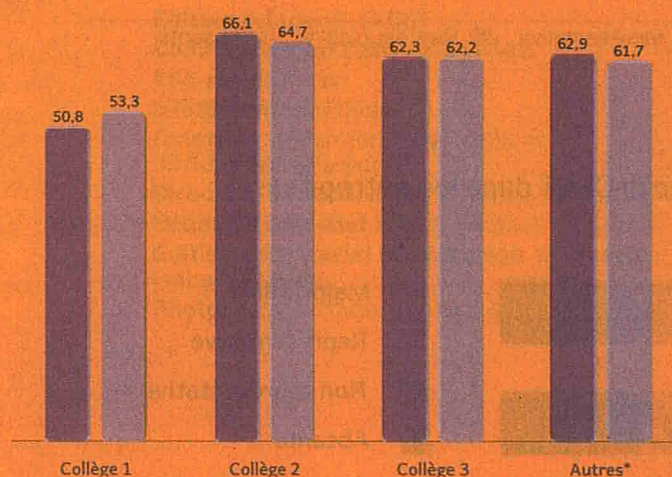
► Nombre d'inscrit-es par taille d'entreprise (source plateforme RED)



► Nombre d'inscrit-es par collège



► Évolution de la participation par collège (source : Plateforme RED)



Alors que le nombre d'inscrit-es au premier collège a chuté de 5% par rapport aux élections du cycle 3, les collèges 2 et 3 enregistrent une progression respective de + 1,9 point et +3,7 points.

Absence d'élections

- ▶ **33 000 entreprises n'ont pas organisé d'élection faute de présence syndicale**, sur le cycle, soit près de **2 millions de salarié-es non couvert-es**
- ▶ **123 entreprises de + 500 salarié-es n'ont pas organisé d'élection** faute de présence syndicale dont 25 dans les entreprises de plus de 1000 salarié-es
- ▶ **97 574 inscrit-es** dans des établissements en carence

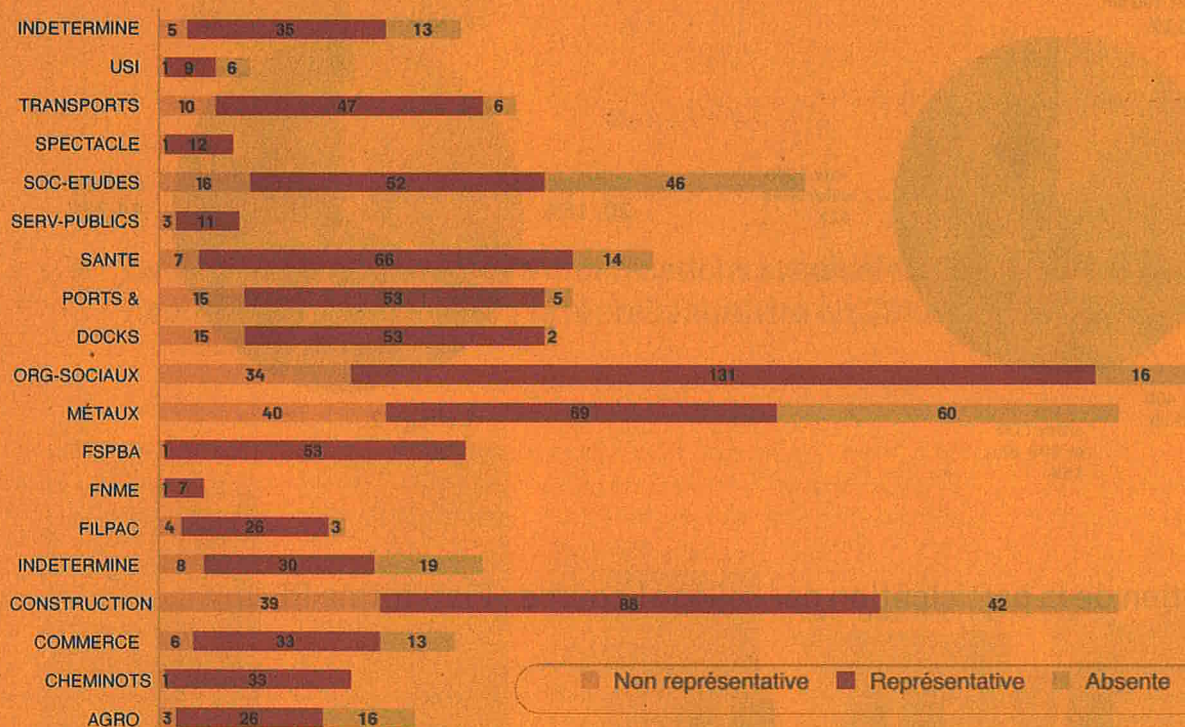
Implantation syndicale CGT

- ▶ **264 entreprises de +1000 salarié-es sans aucune présence CGT**, c'est 85 de plus que la CFDT
- ▶ **197 entreprises de +1000 salarié-es où la CGT est présente** mais non représentative
- ▶ **25 entreprises de +1000 salarié-es en carence** totale d'élections
- ▶ **-4 % de présence de la CGT dans les entreprises**



ZOOM SUR LES ENTREPRISES DE + 1000 SALARIÉ·ES

- ▶ L'implantation de la CGT dans les entreprises de plus 1000 salarié-es par fédération



- ▶ Comparaison de l'implantation CGT avec la CFDT dans les entreprises de plus de 1000 salarié-es

